

PRECARITE ETUDIANTE EN ESSONNE

ET

ECHANGE D'ACTES SEXUELS

« La traite des êtres humains est la première pourvoyeuse de personnes prostituées, associée à la vulnérabilité et à la précarité financière. »¹

1/ CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ETUDE

Ce projet d'enquête a été lancé à la fin du mois d'avril 2013, à l'occasion de la préparation du projet initié par Maud Olivier, autour de la prévention et de la lutte contre le système prostitueur, visant à dresser un état des lieux des pratiques prostitutionnelles puis à en dégager des pistes d'action.

Les objectifs de cette enquête consistent à :

- mesurer l'ampleur du phénomène prostitutionnel parmi les étudiant-e-s inscrit-e-s dans les deux universités essonniennes,
- mesurer le lien existant entre la précarité des étudiant-e-s et le risque prostitutionnel,
- mesurer leur perception des pratiques d'échange de services sexuels.

2/ LA POSITION FRANÇAISE EN MATIERE DE PROSTITUTION

La France défend une position abolitionniste. Elle a ratifié la Convention internationale pour la répression de la traite des êtres humains et de la prostitution d'autrui (1949) en 1960 et l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité une résolution « réaffirmant la position abolitionniste de la France » le 6 décembre 2011. Néanmoins, la législation actuellement en vigueur continue de pénaliser les victimes sans pour autant responsabiliser les clients. Aujourd'hui, seuls le proxénétisme, le racolage et la prostitution des mineur-e-s constituent un délit pénal².

La posture abolitionniste se fonde sur quatre piliers : « *la proposition d'alternatives crédibles à la prostitution* » pour les personnes désireuses de cesser cette activité (1), le renforcement de « *l'information* », la « *prévention* » et « *l'éducation* » (2), l'inscription dans la loi d'une

¹ Rapport d'information déposé par la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en conclusion des travaux d'une mission d'information sur la prostitution en France du 13 avril 2011, Assemblée nationale, p. 17. La mission d'information sur la prostitution en France est composée de Mme Danielle Bousquet, présidente, M. Guy Geoffroy, rapporteur, M. Philippe Goujon, M. Alain Vidalies et Mme Marie-Jo Zimmermann pour la commission des Lois ; M. Elie Aboud et Mme Marie-Françoise Clergeau pour la commission des Affaires sociales.

² Voir en annexe le cadre légal.

« responsabilité de chacun dans la perpétuation du système » (3)³ ainsi que la lutte contre les réseaux de traite (4).

3/DEFINITION DES PRATIQUES PROSTITUTIONNELLES

Réalité difficile à cerner et à quantifier, la pratique prostitutionnelle consiste en la rémunération d'actes sexuels. Elle est multiforme et complexe. Néanmoins, le vécu de la prostitution est moins la mise en œuvre du principe de libre disposition de son corps que la réalité beaucoup plus crue de sa location par contrainte ou par nécessité⁴. Jamais véritablement consentie, la prostitution touche des personnes en grande précarité et particulièrement vulnérables.

Parallèlement à la prostitution de rue se développent des activités plus discrètes telles que, l'échange-d'acte sexuel contre un bien ou un service, la prostitution occasionnelle, les petites annonces sur Internet...

4/ LA PROSTITUTION EN FRANCE

Les données quantitatives sur la prostitution sont rares et discutées, néanmoins le rapport de la mission d'information sur la prostitution en France du 13 avril 2011 à l'Assemblée nationale⁵ dresse les grandes tendances :

- ❑ Il y aurait entre 18 000 et 20 000 personnes prostituées en France recensées par l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (Ocrteh) en 2009.
- ❑ Pour ce qui est des personnes qui se prostituent dans la rue, environ 85% sont des femmes⁶.
- ❑ Il y aurait de 4 000 à 10 000 prostitué-e-s mineur-e-s en France en 2010⁷.
- ❑ Plus de 80% des personnes prostituées sur la voie publique sont aujourd'hui de nationalité étrangère⁸.
- ❑ Avec le développement des technologies de l'information, de nouvelles formes de prostitution ont émergé. Plus « discrètes » car plus difficiles à repérer, elles se déploient dans différents lieux (salons de massages, bars à hôtesse, appartements).

Dans ce contexte, la prostitution étudiante est un phénomène réel mais peu visible et difficilement quantifiable. En l'absence de données nationales, seules les enquêtes locales, menées par les acteurs et actrices impliqué-e-s dans la vie estudiantine, (médecine préventive, services universitaires, associations, observatoires, etc.) permettent d'approcher ce fait social.

³ Résolution n° 3522 réaffirmant la position abolitionniste de la France en matière de prostitution.

⁴ Résolution n° 3522 réaffirmant la position abolitionniste de la France en matière de prostitution

⁵ *Ibidem*.

⁶ *Ibid.*

⁷ Selon l'association Hors la rue auditionnée le 23 novembre 2010 par les membres du rapport d'information.

⁸ *Ibidem* p.35.

5/ METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Le mode de passation

L'étude a été menée du 3 mai au 19 juin 2013. Un lien Internet vers un questionnaire anonyme a été transmis par courriel à l'ensemble du fichier étudiant des universités Evry Val de Seine et Paris-Sud 11 (Orsay), soit un total de 34 334 inscrit-e-s. Parallèlement, des questionnaires papier ont été distribués auprès des étudiant-e-s des deux facultés par la LMDE⁹ et l'UNEF¹⁰. Au total, 1039 personnes ont répondu à l'enquête ce qui représente 3% de la population étudiant en Essonne. Il s'agit d'un échantillon probabiliste aléatoire simple se basant sur des nomenclatures (listes des étudiant-e-s inscrit-e-s dans les universités essonniennes).

Le questionnaire

Le questionnaire comprend 25 questions fermées, avec 4 champs ouverts :

- un module relatif au profil sociodémographique,
- un module sur la nature de l'hébergement,
- un module sur les ressources et les difficultés financières,
- un module relatif à l'exposition au phénomène prostitutionnel avec une question sur la simple proposition d'échange d'acte sexuel (avoir proposé ou s'être vu proposer), une autre sur l'éventualité du recours à ces pratiques et une question sur le repérage d'étudiant-e-s passé-e-s à l'acte,
- un module sur la pratique d'échange d'actes sexuels¹¹ (passage à l'acte) : contrepartie, motivation, fréquence, entremise, contrainte, pratiques actuelles ou passées, aide sollicitée,
- un module sur la perception de ces pratiques (qualification en actes prostitutionnels ou non).

⁹ La Mutuelle Des Etudiants.

¹⁰ Union Nationale des Etudiants de France.

¹¹ Masturbation, fellation, pénétration.

6/ RESULTATS DE L'ETUDE

Le profil des répondant-e-s

❖ Répartition des répondant-e-s par site¹²

Envoyé aux 34 334 étudiant-e-s inscrit-e-s aux universités d'Evry et de Paris-Sud 11 (Orsay), le questionnaire a été rempli par **1039 personnes** entre le 3 mai et le 19 juin 2013. Parmi l'ensemble des réponses, **843 sont exploitables**, ce qui représente 2,5% des personnes étudiant au sein des deux universités essonniennes. Parmi l'ensemble des réponses, 183 personnes, soit 18% de l'échantillon, ont indiqué ne pas être rattachées à l'une des deux universités. Il est possible que certain-e-s étudiant-e-s ayant renseigné le champ « autre site », soient tout de même rattaché-e-s à l'une des deux universités¹³. Leurs réponses ne seront pas prises en compte dans l'analyse des résultats. L'échantillon comptabilise donc 843 réponses exploitables.

Site	Effectif répondant-e-s	Pourcentage
Université Evry Val d'Essonne	266	25,6%
Université Paris-Sud 11	577	55,5%
Autre	183	17,6%
Non renseigné	13	1,3%
Total	1039	100%
Questionnaires exploitables*	843	

*Questionnaires correspondant au champ de l'étude, c'est à dire ceux dont le site identifié correspond à l'université Evry val d'Essonne ou à l'université Paris-Sud 11.

❖ Répartition par sexe et par site

Le nombre de **réponses exploitables (843)** correspond à **2,5% de l'effectif des étudiants des deux universités**. Parmi les répondant-e-s, on note une légère surreprésentation des femmes (59,3%) au regard de la population-mère (50,7%), notamment parmi les répondant-e-s étudiant au sein l'université Evry Val de Seine (68,4%).

	Nb de femmes	Nb d'hommes	Total	Part des femmes	Part des hommes
Population-mère*	17394	16940	34334	50,7%	49,3%
Population de l'échantillon	500	343	843	59,3%	40,7%
Taux de réponse	2,9%	2,0%	2,5%		

*Population étudiante des deux universités.

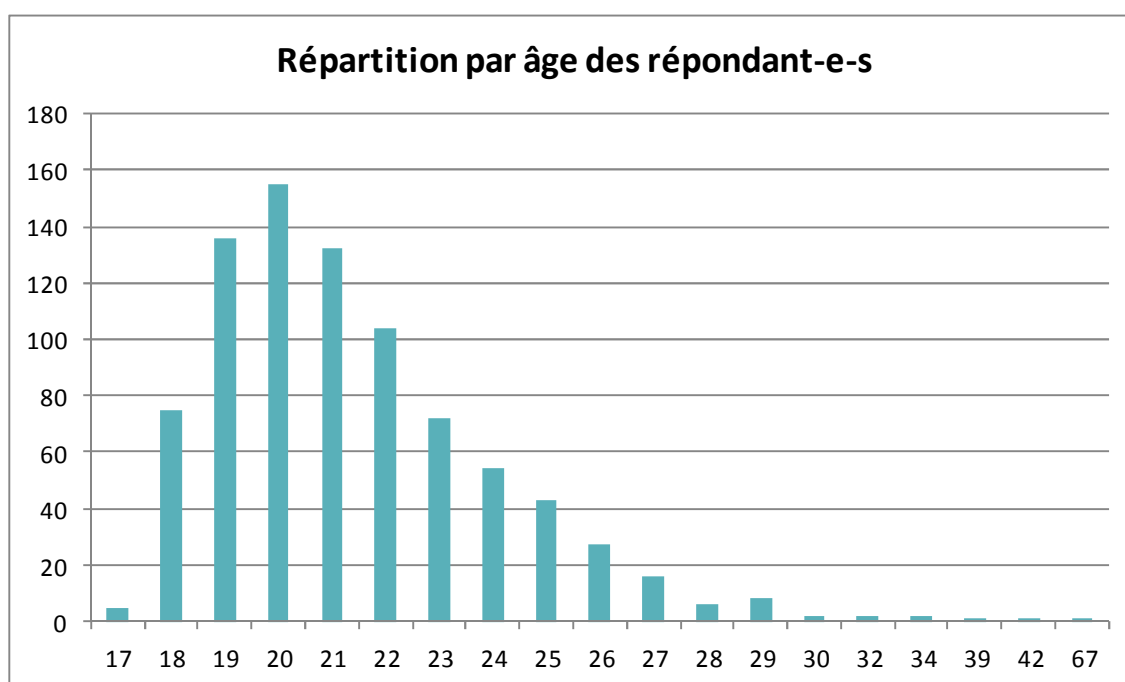
¹² Extraction des réponses au questionnaire en ligne du 19-06-2013

¹³ En effet, le lien permettant d'accéder au questionnaire figure également sur la page Facebook des deux universités, il est donc possible que des étudiant-e-s non essonnien-ne-s aient rempli le questionnaire.

Université Evry Val d'Essonne	Nb de femmes	Nb d'hommes	Total	Part des femmes	Part des hommes
Etudiant-e-s	5105	4612	9717	52,5%	47,5%
Répondant-e-s	182	84	266	68,4%	31,6%
Taux de réponse	3,6%	1,8%	2,7%		

Université Paris-Sud 11	Nb de femmes	Nb d'hommes	Total	Part des femmes	Part des hommes
Etudiant-e-s	12289	12328	24617	49,9%	50,1%
Répondant-es	318	259	577	55,1%	44,9%
Taux de réponse	2,6%	2,1%	2,3%		

❖ Répartition par âge

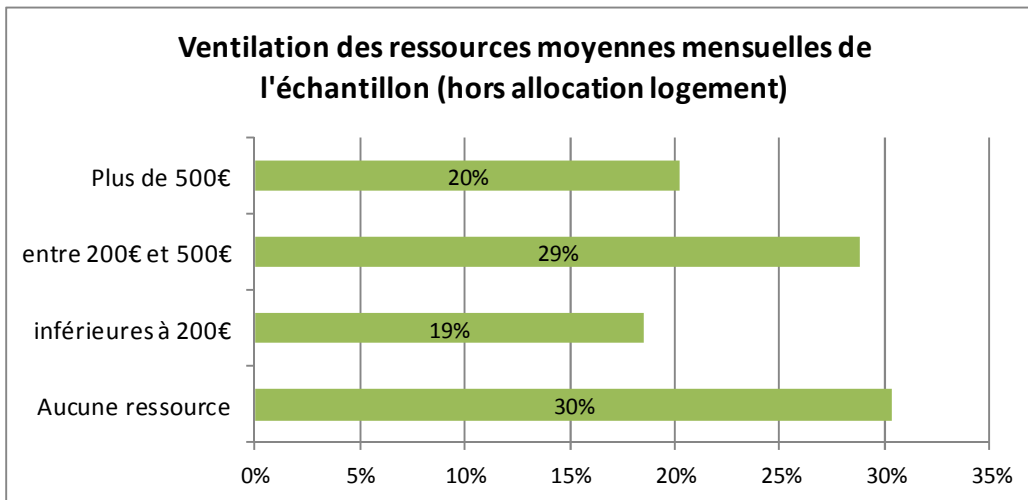


L'âge moyen de la population de l'échantillon est de 21,4 ans, l'âge moyen de la population-mère de l'université Evry Val de Seine est de 23 ans. L'âge moyen de la population-mère de l'université Paris-Sud 11 n'a, quant à lui, pas été communiqué.¹⁴

¹⁴ Le fichier étudiant-e-s ne permettrait pas d'effectuer une requête par année pour les étudiant-e-s né-e-s avant 1981.

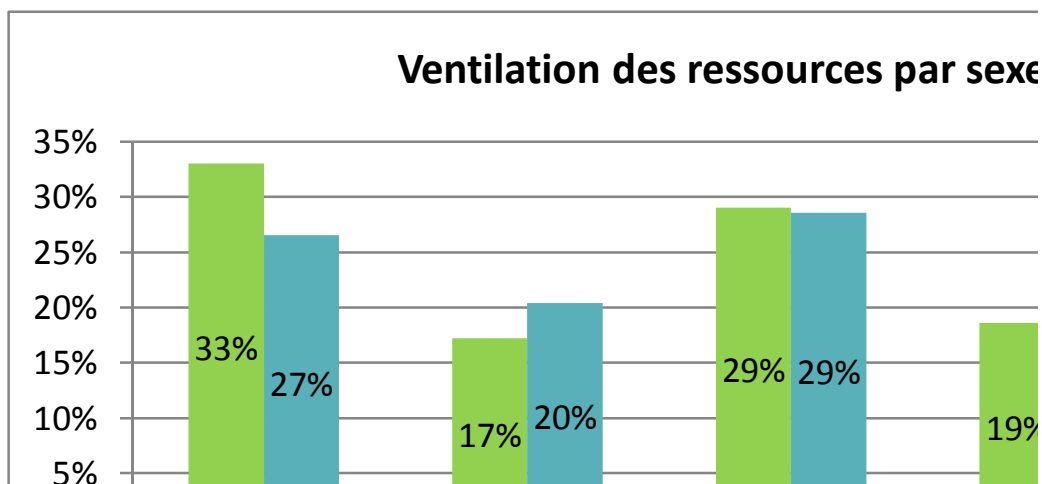
❖ Ressources financière des répondant-e-s

Près de la moitié des répondant-e-s (49%) déclarent percevoir des ressources mensuelles moyennes **nulles ou inférieures à 200 euros** (hors allocation logement).

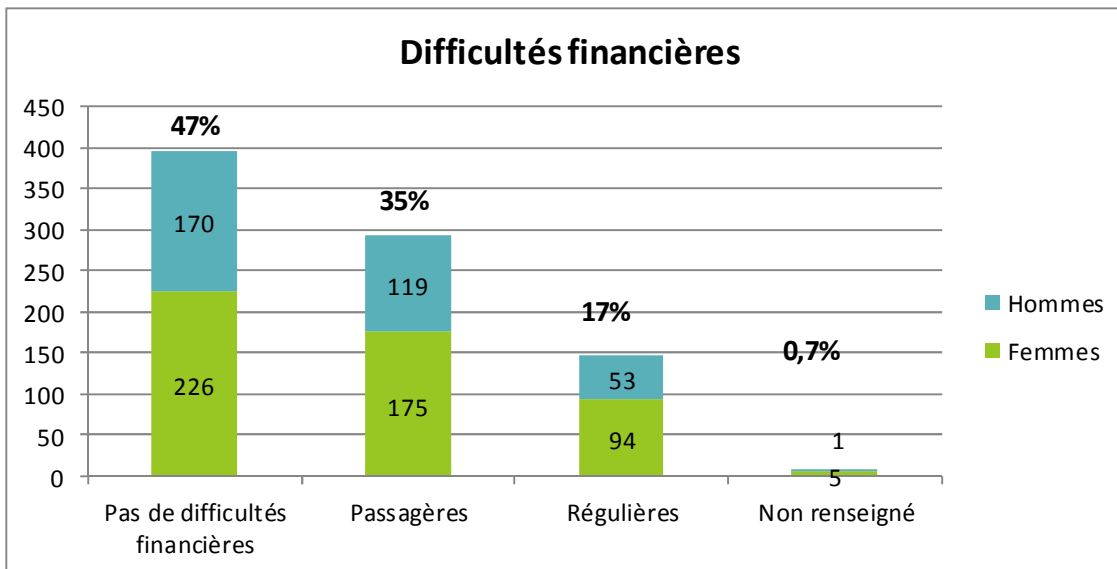


Les femmes déclarent des ressources légèrement inférieures à celles des hommes :

- 50,2% des femmes, soit 251 femmes, perçoivent des ressources moyennes mensuelles inférieures à 200 euros.
- 46,9% des hommes, soit 161 répondants, perçoivent des ressources moyennes mensuelles inférieures à 200 euros.



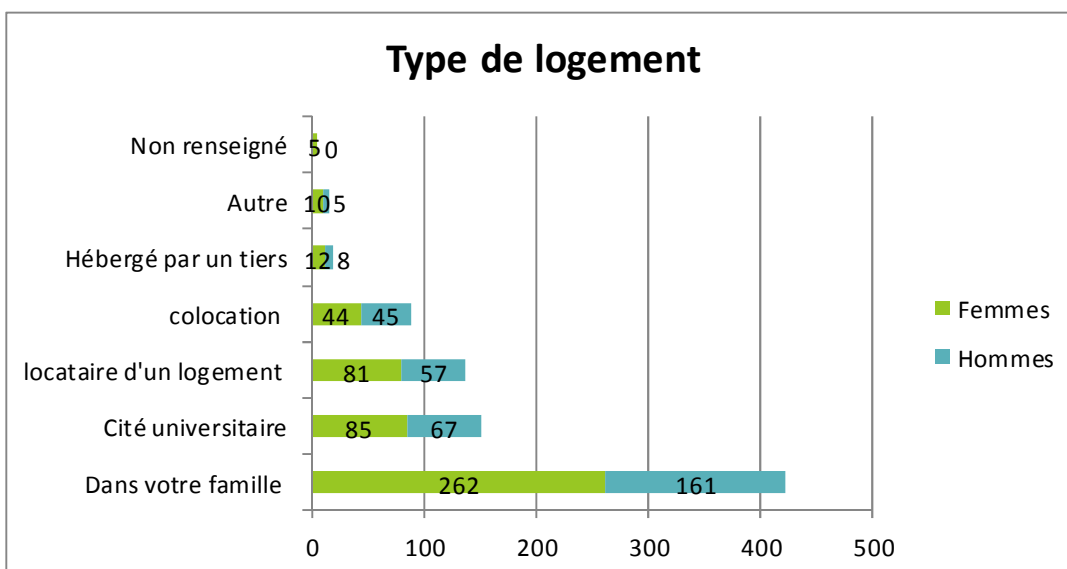
L'absence de ressources n'est pas un indicateur de difficultés financières pertinent et suffisant, aussi est-il nécessaire de croiser cette variable avec le type d'hébergement. En effet, 85 répondant-e-s hébergé-e-s au sein de leur famille ne déclarent aucune ressource et affirment ne pas rencontrer de difficultés financières.



47% des personnes déclarent ne pas rencontrer de difficultés financières. La fréquence des difficultés financières rencontrées est davantage passagère que régulière, tant pour les femmes que pour les hommes.

❖ Situation par rapport au logement

La majorité de la population de l'échantillon (50,6%, soit 423 personnes) vit au sein de sa famille ; 18% vit en cité universitaire, 16,4% est locataire d'un logement et 10,6% colocataire.

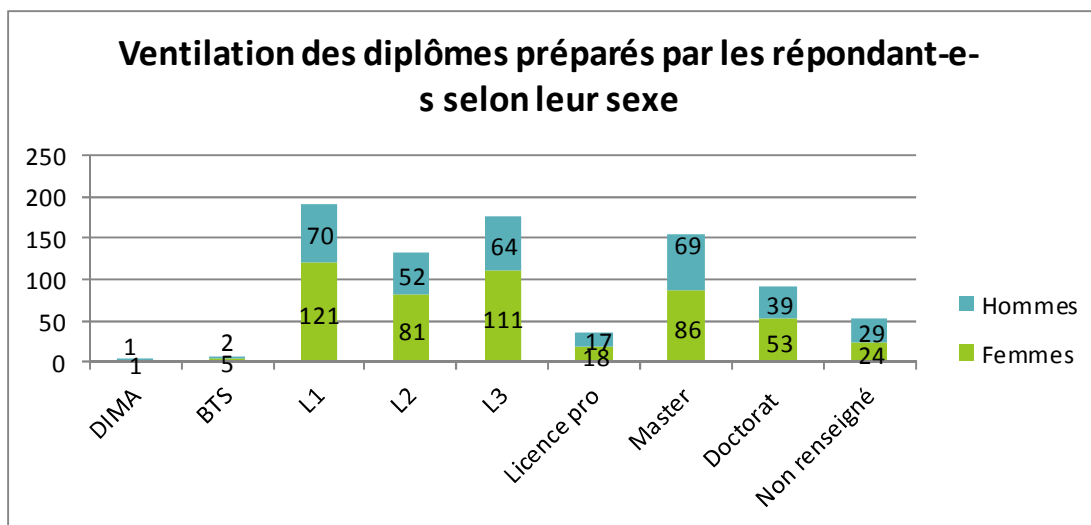


Si la majorité des répondant-e-s (55,4%, soit 467 personnes) occupe un logement payant et 42,5% un logement gratuit, on note que 6 étudiant-e-s (4 hommes et 6 femmes) déclarent occuper un logement en contrepartie de services sexuels (soit 0,7% de l'échantillon).

La contrepartie du logement						
	Payant	Gratuit	En échange de services sexuels	En échange de services non sexuels	Non renseigné	Total
Femmes	256	236	2	1	5	500
Hommes	211	122	4	3	3	343
Total	467	358	6	4	8	843

❖ Diplôme préparé

Plus de la moitié des étudiant-e-s de l'échantillon (59,3% soit 499 personnes) prépare une licence.



Les pratiques prostitutionnelles

1/Actes sexuels en échange d'argent, de biens et/ou de services (masturbation, fellation, pénétration)¹⁵

Au sein de l'échantillon, **23 personnes**, soit **2,7% des répondant-e-s**, dont 13 femmes et 10 hommes, déclarent avoir échangé un acte sexuel en contrepartie d'argent, de biens ou de services.

¹⁵ Cette question était posée un peu avant la fin du questionnaire.

Avez-vous déjà rendu un service sexuel en échange d'argent, de biens ou de services				
	Jamais échangé de rapport sexuel	A déjà échangé un acte sexuel	Non renseigné	Total
Femmes	480	13	7	500
Hommes	326	10	7	343
Total	806	23	14	843
%	95,6%	2,7%	1,7%	100%

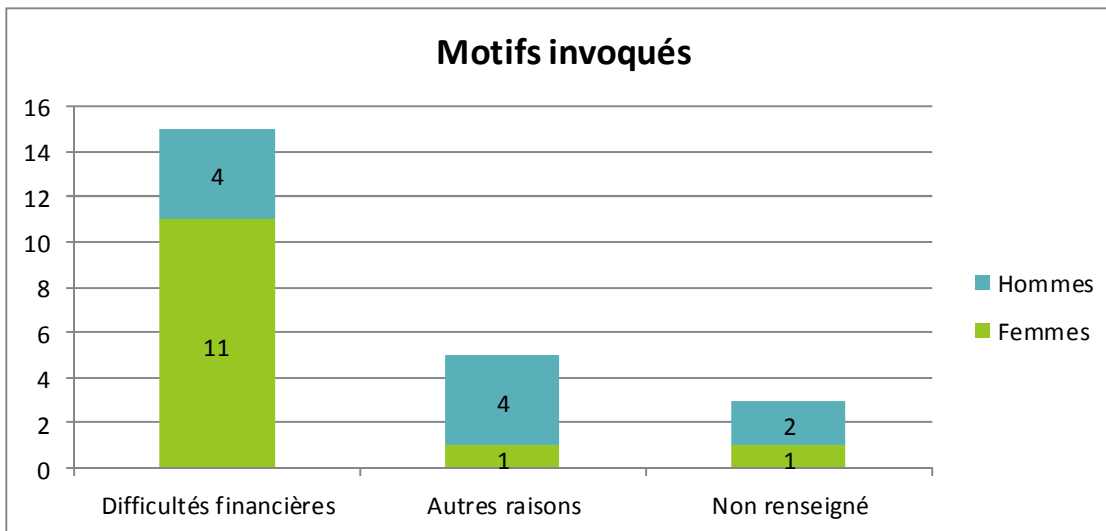
❖ Précarité et pratiques prostitutionnelles

La **quasi-totalité** des personnes déclarant avoir recours à des pratiques prostitutionnelles **rencontrent des difficultés financières** (21 personnes sur 23), le plus souvent **chroniques**. En effet, plus de 91% des étudiant-e-s ayant échangé des actes sexuels contre de l'argent, des biens et/ou des services affirment rencontrer des difficultés financières régulières ou passagères contre seulement 52% des étudiants n'ayant pas eu de telles pratiques. Notons une prépondérance des femmes pour cette variable.

Rencontrez-vous des difficultés financières				
Population cible	Femmes	Hommes	Total	%
Régulières	8	4	12	52,2%
Passagères	4	5	9	39,1%
Aucune	1	1	2	8,7%
Total	13	10	23	100%

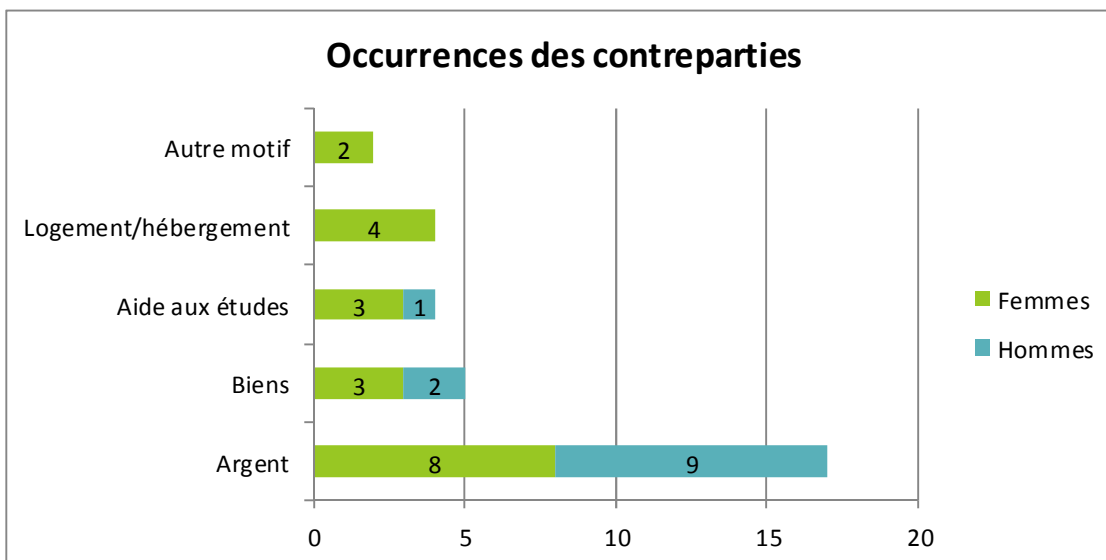
Les motifs invoqués

Ce constat corrobore les motifs invoqués par les répondant-e-s. En effet, les difficultés financières constituent le motif principal cité pour le passage à l'acte (15 occurrences), particulièrement pour les femmes ; les hommes étant partagés de manière égale entre des motivations financières et des motivations autres.



Les contreparties

De la même manière, on observe que l'argent est la principale contrepartie obtenue (17 occurrences), autant chez les femmes que chez les hommes. **L'échange d'acte sexuel contre un logement ou un hébergement concerne exclusivement les femmes.**



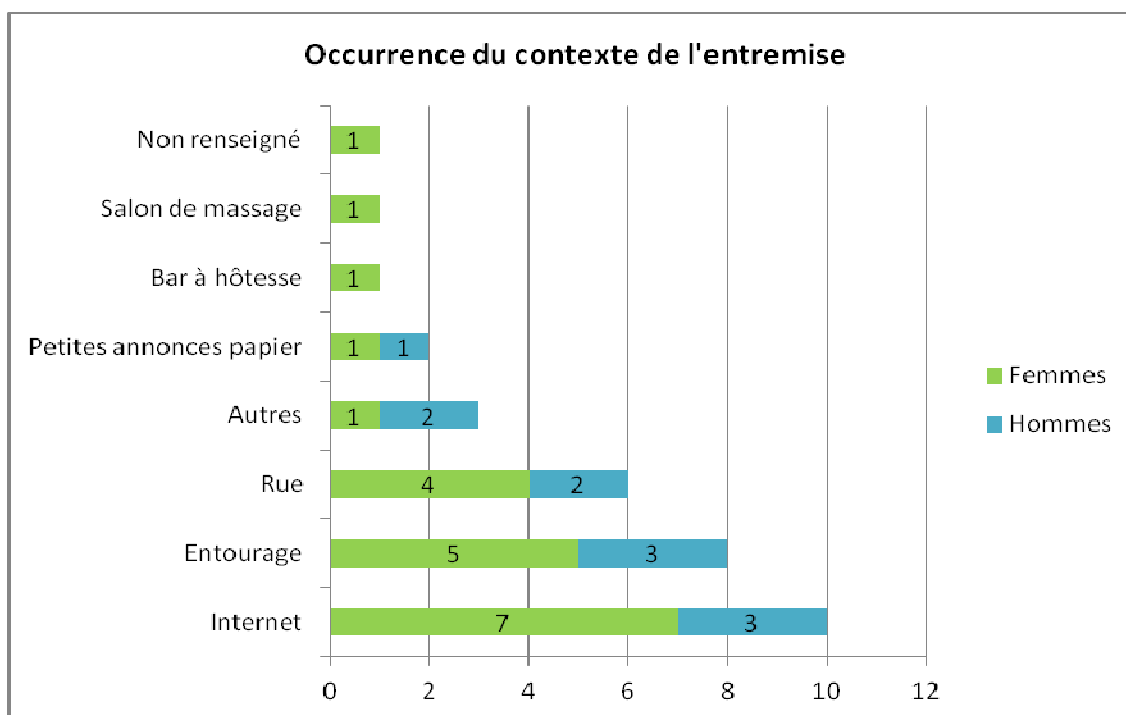
❖ Fréquence

La majorité de la population cible adopte des pratiques prostitutionnelles de manière occasionnelle, soit un total de 18 personnes (11 femmes et 7 hommes) ; une minorité de manière régulière (5 personnes).

Quelle fréquence			
	Femmes	Hommes	Total
Occasionnellement	8	5	13
Une fois	2	3	5
Régulièrement	3	2	5
Total	13	10	23

❖ Contexte de l'entremise

Internet est le média le plus utilisé auprès de la population ayant recours à ces pratiques (près d'une personne sur deux). On note que l'entourage est le second champ le plus cité (8 personnes sur 23). Précisons qu'une répondante sur les 8 personnes déclare avoir été contrainte à ces pratiques par son entourage. La rue arrive en troisième position, une fois sur deux dans le cadre de pratiques occasionnelles.



❖ Contrainte

Les résultats montrent que ces pratiques sont majoritairement non contraintes par un tiers. En effet, 18 personnes ont répondu négativement à cette question contre 4 positivement. Aucun homme ne considère avoir été contraint tandis que parmi les femmes les réponses sont plus dispersées : 4 ont répondu positivement.

Précisons toutefois que la notion de contrainte nécessiterait de s'y attarder davantage dans la mesure où les mécanismes qui conduisent à la prostitution ne sont pas toujours vécus comme relevant d'un système contraignant.

Cet acte a-t-il été contraint			
	Femmes	Hommes	Total
Oui	4	0	4
Non	8	10	18
Non renseigné	1	0	1
Total	13	10	23



Arr

êt des pratiques

Plus de la moitié des personnes, ayant déclaré des actes sexuels en échange d'argent, de biens et/ou de services, ont cessé ces pratiques (52,2%).

Avez-vous cessé ces pratiques				
	Oui	Non	Non renseigné	Total
Femmes	7	6	0	13
Hommes	5	4	1	10
Total	12	10	1	23
%	52,2%	43,5%	0,1%	100%

2/Exposition au phénomène prostitutionnel ¹⁶

❖ Avoir proposé ou s'être vu proposer de l'argent, des biens ou des services en échange d'actes sexuels (masturbation, fellation, pénétration...)

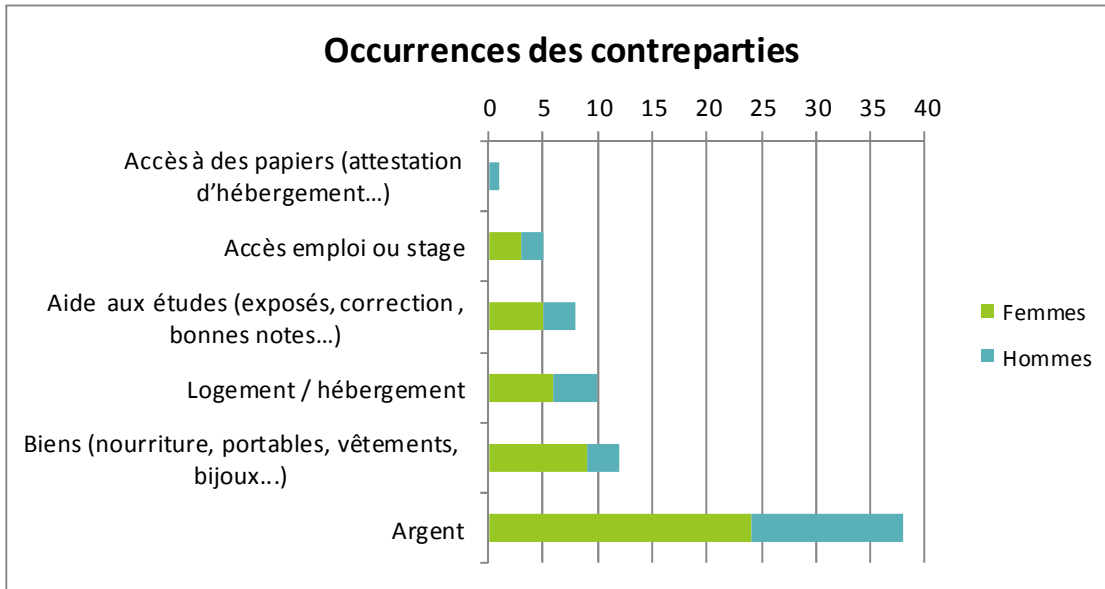
Au sein de l'échantillon, **46 personnes (5,4%)** déclarent avoir déjà proposé ou s'être vu proposer des actes sexuels en échange d'argent, de biens ou de services. Parmi elles, l'on comptabilise une plus forte proportion de femmes (5,6% de femmes pour 5,2% d'hommes).

Récapitulatif "proposition d'échange de services sexuels"				
	Aucune proposition d'ordre sexuel	Proposition d'ordre sexuel	Non renseigné	Total
Femmes	468	28	4	500
Hommes	319	18	6	343
Total	787	46	10	843
%	93,4%	5,4%	1,2%	100%

¹⁶ L'exposition signifie ici que le phénomène a été approché mais sans implication directe des personnes.

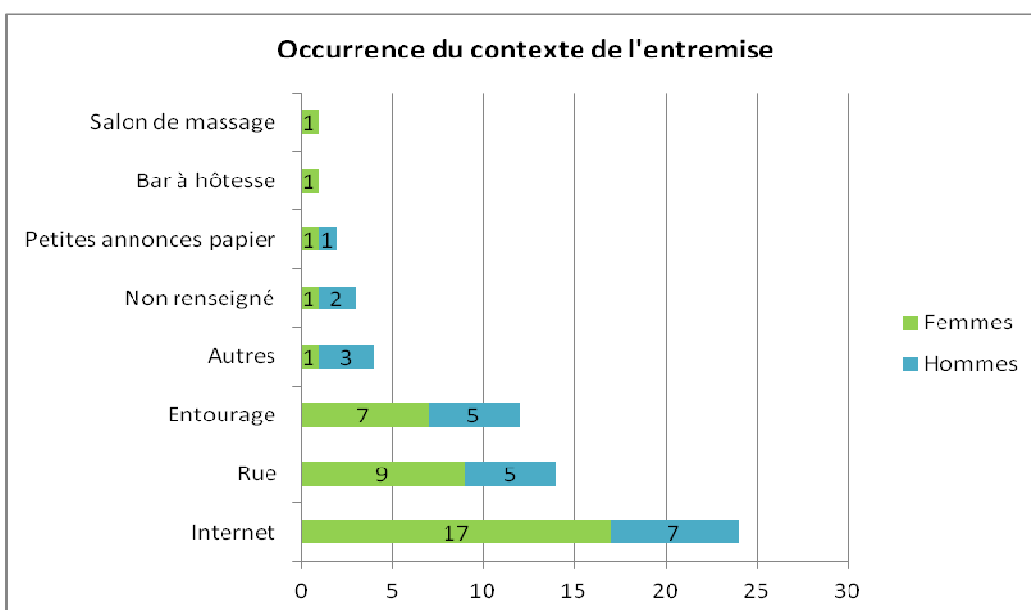
❖ Les contreparties des propositions sexuelles

Les contreparties les plus fréquemment invoquées sont l'argent (34 occurrences) et le logement (10 occurrences).



❖ Le contexte de l'entremise

Le contexte principal favorisant l'exposition à des propositions d'échange d'acte sexuel avec contrepartie est Internet, avec davantage d'occurrences chez les femmes que chez les hommes. La rue est également un lieu d'exposition à des propositions (cité par un tiers des personnes), l'entourage vient en troisième position (une personne sur quatre) alors qu'il est cité en second par la population cible.



❖ Quelques éléments de contexte des propositions ou des passages à l'acte

Seuls 5 hommes ont rempli les champs qualitatifs précisant le contexte des propositions ou des échanges : « J'étais hôte d'accueil à l'hippodrome de Longchamp ; un client m'a proposé de me masturber devant des vieux, pour 200€ par session. J'ai finalement refusé car je sentais que ça irait plus loin et que je ne m'en tirerai pas à si bon compte. » Sites de rencontre, université, famille : les lieux cités sont divers. Un étudiant pointe l'entremise ambiguë de certains sites Internet : « Sur des sites de rencontre, il m'est arrivé souvent que des étudiantes me proposent des relations sexuelles en échange d'argent. »

❖ Connaissance d'une personne étudiante ayant recours à ces pratiques

Si la majorité des répondant-e-s déclare ne pas connaître d'étudiant-e-s ayant recours à ces pratiques, **près de 7% (58 personnes)** affirment à l'inverse avoir connaissance de tels faits dans leur entourage étudiantin. Parmi ces personnes, deux pratiquent également l'échange d'actes sexuels.

Connaissez-vous une personne étudiante dans votre entourage ayant recours à ce mode de subsistance				
	Oui	Non	Non renseigné	Total
Femmes	36	443	21	500
Hommes	22	294	27	343
Total	58	737	48	843
%	6,9%	87,4%	5,7%	100%

❖ Envisager ces pratiques

Parmi les répondant-e-s, **7,9% soit 67 personnes**, ont déjà envisagé de recourir à ces pratiques ou pourraient y avoir recours (31 femmes et 36 hommes).

Si vous n'avez pas été confronté-e à ces pratiques, avez-vous déjà envisagé cette solution				
	Oui	Non	Non renseigné	Total
Femmes	31	413	56	500
Hommes	36	252	55	343
Total	67	665	111	843
%	7,9%	78,9%	13,2%	100, %

3/Perception et qualification : ces pratiques relèvent-elles de la prostitution ?

❖ Perception de l'échantillon total

Parmi l'ensemble des répondant-e-s, **84,5% considèrent que ces pratiques relèvent de la prostitution contre 11% déclarant qu'elles n'en relèvent pas.** Seulement 4,5% ne se prononcent pas de manière tranchée considérant que les contours de ce phénomène sont flous.

Pensez-vous qu'un acte sexuel en échange d'argent, de biens ou de services relève de la prostitution				
	Oui	Non	Peut-être	Total
Femmes	439	46	15	500
Hommes	273	47	23	343
Total	712	93	38	843
%	84,5%	11,0%	4,5%	100%

❖ Perception des 23 personnes cibles

Au sein de la population cible, les avis sont plus partagés, la ventilation plus équilibrée. En effet, **52,2% des répondant-e-s considèrent qu'un acte sexuel en échange d'argent, de biens et/ou de services relève de la prostitution contre 43,5% ayant répondu négativement.**

Pensez-vous qu'un acte sexuel en échange d'argent, de biens ou de services relève de la prostitution				
	Oui	Non	peut-être	Total
Femmes	6	6	1	13
Hommes	6	4	0	10
Total	12	10	1	23
%	52,2%	43,5%	4,3%	100%

CONCLUSION

La présente étude montre que la prostitution estudiantine est un phénomène présent sur le territoire essonnien. Parmi les 843 réponses exploitées, **2,7% des étudiant-e-s déclarent avoir échangé un acte sexuel contre de l'argent, un bien et/ou un service**, ce qui représente en valeur absolue **23 personnes²** soit 13 femmes et 10 hommes.

Près de **7,9% des répondant-e-s, ont déjà envisagé avoir recours à ces pratiques** soit un total de 67 personnes (31 femmes et 36 hommes).

Si l'on cumule les personnes qui pratiquent l'échange d'actes sexuels contre rémunération ou tout autre avantage et celles qui envisagent de le faire, l'on comptabilise un total de 10,6% des étudiant-e-s

En outre, **46 personnes (soit 5,4%) affirment avoir ou s'être vu proposer** un acte sexuel en échange d'argent, de biens et/ou de services.

Le poids des difficultés financières au sein de l'échantillon cible, nous amène à conclure qu'il existe un lien entre la précarité financière des étudiant-e-s et les comportements prostitutionnels. Cette relation causale permet d'écarter les hypothèses liées au libre choix de pratiques sexuelles tarifées qui seraient indépendantes de toute considération économique et motivées par le principe de pur plaisir. **En effet, la quasi-totalité des personnes déclarant avoir recours à des pratiques prostitutionnelles rencontrent des difficultés financières** (21 personnes sur 23), le plus souvent chroniques. Ces difficultés constituent d'ailleurs le principal motif invoqué du passage à l'acte particulièrement par les femmes.

En outre, si le logement, les biens ou l'aide aux études occupent une place importante dans les échanges, **l'argent reste la contrepartie la plus fréquemment citée.**

Rappelons qu'au sein de l'échantillon total, 84,5% considèrent que ces pratiques d'échanges sexuels relèvent de la prostitution, tandis que les avis sont beaucoup moins tranchés au sein des étudiant-e-s concerné-e-s : 52,2% ont répondu positivement contre 43,5% négativement.

Grâce à l'appui des actrices et acteurs locaux-ales, de nombreuses réponses furent recueillies en un temps très restreint. Une des principales limites de cette étude, outre sa restriction géographique et sa non représentativité ne permettant pas de généraliser les résultats, tient au biais de déclaration¹⁷. En effet, Le questionnaire repose sur des témoignages dont la véracité peut être mise en cause. Partant du postulat que ce que déclarent les répondant-e-s est vrai, gardons néanmoins à l'esprit que l'instrument de mesure (le questionnaire) ne reflète pas systématiquement toutes les dimensions d'un phénomène. Il existe la plupart du temps un écart entre les données déclarées et les comportements réels.

Nous avons cependant veillé à réduire certains biais, notamment l'effet de contamination (une question qui peut influencer les réponses à la question suivante) ; la confusion de sens : les formulations étaient suffisamment claires afin d'éviter toute polysémie ; l'effet d'ennui : le

¹⁷ Biais inhérent à la technique de l'enquête par questionnaire.

questionnaire était relativement court pour éviter de lasser les répondant-e-s ; le biais de désirabilité sociale que l'on rencontre lors d'une collecte face à face : le fait de vouloir donner la meilleure image de soi-même à l'enquêteur ou l'enquêtrice (la passation a été faite par voie informatique). Enfin, dans un souci d'objectivité, les questions ont été formulées de manière à rester le plus factuel possible afin d'éliminer tout jugement de valeur ainsi que toute position subjective. Pour ces raisons, le terme de « prostitution » a été seulement employé pour la dernière question relative à la qualification des actes.

La taille de l'échantillon étant conséquente, les données collectées dans le cadre de cette étude ont été riches et ont permis d'approcher des pistes qui seraient intéressantes à creuser dans une approche qualitative, telles que les circonstances de ces pratiques, les trajectoires familiales et personnelles, le poids du soutien social, les alternatives possibles, l'importance des technologies de l'information dans le développement d'une prostitution dite plus discrète...

Afin de mesurer, à une plus grande échelle, le lien entre précarité étudiante et risque prostitutionnel, une étude quantitative nationale serait nécessaire. Elle permettrait de cibler les actions de prévention et de sensibilisation en direction des personnes en situation de prostitution, de celles qui pourraient envisager le passage à l'acte ainsi que des clients et potentiels clients.

I. Législation française en matière de pratiques prostitutionnelles

- ✓ En 1946 la loi dite « **Marthe Richard** » impose la fermeture des maisons closes.
- ✓ En 1949 les Nations Unies adoptent la **Convention internationale pour la répression de la traite des êtres humains et de la prostitution d'autrui**. La France ratifie ce texte en 1960 (Loi n° 60-754 du 28 juillet 1960) affirmant ainsi sa position abolitionniste. *« L'abolitionnisme peut être défini comme une doctrine visant à abolir toute forme de réglementation de la prostitution, dans le but de ne pas encourager celle-ci par une quelconque reconnaissance juridique. Outre l'objectif de protection des personnes prostituées par la répression de l'exploitation sexuelle d'autrui et du proxénétisme, la doctrine abolitionniste, qui considère les personnes prostituées comme des victimes, entend prévenir l'entrée dans la prostitution et favoriser la réinsertion des personnes prostituées »*¹⁸.
- ✓ Le **proxénétisme** est le fait de « de tirer profit de la prostitution d'autrui », d'aider, d'assister ou de protéger de telles pratiques. Il constitue un délit défini à l'article 225-5 du Code pénal (loi de 2001 modifiée en 2002 et 2003). Il existe plusieurs formes de proxénétisme : le proxénétisme par entremise, le proxénétisme « hôtelier », simple, aggravé (mineurs ou violence). Le proxénétisme est puni de sept ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende.
- ✓ Le **racolage** est le « fait, par tout moyen, y compris par une attitude même passive, de procéder publiquement au racolage d'autrui en vue de l'inciter à des relations sexuelles en échange d'une rémunération ou d'une promesse de rémunération ». Ce délit est puni de deux mois d'emprisonnement et de 3 750 Euros d'amende (article 225-10-1 du Code pénal, loi de 2003).
- ✓ La **prostitution des mineur-e-s** est interdite (article 225-12-1 du Code pénal, loi de 2003).
- ✓ Le 7 décembre 2011 une **proposition de loi** a été déposée par Mme Danielle BOUSQUET et M. Guy GEOFFROY visant à **responsabiliser les clients de la prostitution et à renforcer la protection des victimes de la traite des êtres humains et du proxénétisme**.
- ✓ La **résolution** (n°3522) réaffirmant la **position abolitionniste de la France en matière de prostitution**, a été votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 6 décembre 2011.
- ✓ Depuis novembre 2012, **un groupe de travail est en charge de l'élaboration d'une proposition de loi sur le système prostitueur**. Animé par Maud OLIVIER, il s'inscrit dans le prolongement du rapport remis en 2011 par Danielle BOUSQUET et Guy GEOFFROY et de la résolution adoptée par l'Assemblée nationale le 6 décembre 2011. Le groupe de travail s'est donné un an à compter de novembre 2012 pour actualiser les données du rapport parlementaire et proposer une loi globale sur le système prostitutionnel.

¹⁸Ibidem, p. 97

II. Tableaux des analyses croisées

Lieu d'étude et sexe			
Répartition par université	Orsay	Evry	Total
Femmes	318	182	500
Hommes	259	84	343
Total	577	266	843

Votre nationalité				
Répartition par nationalité	Française	Autre	Non renseigné	Total
Femmes	454	42	4	500
Hommes	311	32	0	343
Total	765	74	4	843

Quel diplôme préparez-vous										
Répartition diplôme	L1	L2	L3	Licence pro	Master	BTS	DIMA	Doctorat	Non renseigné	total
Femmes	121	81	111	18	86	5	1	53	24	500
Hommes	70	52	64	17	69	2	1	39	29	343
Total	191	133	175	35	155	7	2	92	53	843

Vous habitez									
Répartition par type de logement	Dans votre famille	Cité universitaire	Colocation	Hébergé par un tiers	Locataire d'un logement	Foyer de jeunes travailleurs	Autre	Non renseigné	Total
Femmes	262	85	44	12	81	1	10	5	500
Hommes	161	67	45	8	57	0	5	0	343
Total	423	152	89	20	138	1	15	5	843

C'est un logement						
La contre partie du logement	Payant	Gratuit	En échange de services sexuels	En échange de services non sexuels	Non renseigné	Total
Femmes	256	236	2	1	5	500
Hommes	211	122	4	3	3	343
Total	467	358	6	4	8	843

C'est un logement						
La contrepartie du logement	Payant	Gratuit	En échange de services sexuels	En échange de services non sexuels	Non renseigné	Total
Femmes	256	236	2	1	5	500
Hommes	211	122	4	3	3	343
Total	467	358	6	4	8	843

Quel est le montant moyen mensuel de vos ressources						
Ressources	Aucune ressource	Inférieures à 200€	Entre 200€ et 500€	Plus de 500€	Non renseigné	Total
Femmes	165	86	145	93	11	500
Hommes	91	70	98	78	6	343
Total	256	156	243	171	17	843

Avez-vous proposé ou vous a-t-on déjà proposé de rendre un service sexuel (masturbation, fellation, pénétration, autres) en échange

Aucune proposition d'ordre sexuel	d'argent	3	1	1	1	2	1	1	1	1	1	2	2	1	3	1	1	10	Non renseigné	Total
Homme	319	10	0	0	0	1	0	1	0	1	0	1	1	1	1	1	0	6	6	343
Total	787	24	3	1	1	2	1	1	1	1	1	2	2	1	3	1	1	10		843

Récapitulatif "proposition d'échange de services sexuels"

Proposition d'échange de services sexuels	Aucune proposition d'ordre sexuel	Proposition d'ordre sexuel	Non renseigné	Total
Femmes	468	28	4	500
Hommes	319	18	6	343
Total	787	46	10	843
%	93,4%	5,4%	1,2%	100%

Occurrence des contreparties

Occurrences contreparties proposition	Argent	Biens (nourriture, portables, vêtements, bijoux...)	Accès emploi ou stage	Aide aux études (exposés, correction ou fourniture de mémoires, dissertations, bonnes notes...)	Logement / hébergement	Accès à des papiers (attestation d'hébergement, régularisation...)	Total
Femmes	24	9	3	5	6	0	47
Hommes	14	3	2	3	4	1	27
Total	38	12	5	8	10	1	74

Avez-vous déjà rendu un service sexuel (masturbation, fellation, pénétration, autres) en échange :

Acte sexuel	Jamais échangé de rapport sexuel	d'argent	d'aide aux études	d'un logement	de biens	En échange d'argent et aide aux études	Argent/Logement et aides aux études	Argent/Logement /emploi	Argent/biens/logement	Argent/biens	Autres	Non renseigné	Total passage à l'acte
Femmes	480	3	1	1	1	1	1	1	1	1	2	7	13
Hommes	326	7	0	0	1	1	0	0	0	1	0	7	10
Total	806	10	1	1	2	2	1	1	1	2	2	14	23
%	95,6%	1,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	1,7%	2,7%

Occurrence des contreparties

Occurrence des contreparties acte sexuel	Argent	Biens	Aide aux études	Logement /hébergement	Autre motif
Femmes	8	3	3	4	2
Hommes	9	2	1	0	0
Total	17	5	4	4	2

Motif du passage à l'acte

Pour quelles raisons	Difficultés financières	Autres raisons	Non renseigné	Total
Femmes	11	1	1	13
Hommes	4	4	2	10
Total	15	5	3	23

Population des personnes ayant proposé ou s'étant vu proposer

Occurrences des contextes de l'entremise

Par quels biais	Internet	Rue	Entourage	Autres	Non renseigné	Petites annonces papier	Bar à hôtesse	Salon de massage
Femmes	17	9	7	1	1	1	1	1
Hommes	7	5	5	3	2	1	0	0
Total	24	14	12	4	3	2	1	1

Population cible

Occurrences des contextes de l'entremise

Par quels biais	Internet	Entourage	Rue	Autres	Petites annonces papier	Bar à hôtesse	Salon de massage	Non renseigné
Femmes	7	5	4	1	1	1	1	1
Hommes	3	3	2	2	1	0	0	0
Total	10	8	6	3	2	1	1	1

Quelle fréquence

Acte fréquence	Femmes	Hommes	Total
Occasionnellement	8	5	13
régulièrement	3	2	5
une	2	3	5
Total	13	10	23

Avez-vous cessé ces pratiques

Arrêt de ces pratiques	Oui	Non	Non renseigné	Total
Femmes	7	6	0	13
Hommes	5	4	1	10
Total	12	10	1	23
%	52,2%	43,5%	0,2%	100%

Connaissez-vous une personne étudiante dans votre entourage ayant recours à ce mode de subsistance

Connaître une personne qui se prostitue	Oui	Non	Non renseigné	Total
Femmes	36	443	21	500
Hommes	22	294	27	343
Total	58	737	48	843
%	6,9%	87,4%	5,7%	100%

Si vous n'avez pas été confronté-e à ces pratiques, avez-vous déjà envisagé cette solution

	Oui	Non	Non renseigné	Total
Femmes	31	413	56	500
Hommes	36	252	55	343
Total	67	665	111	843
%	7,9%	78,9%	13,2%	100,0%

Motif du passage à l'acte			
Motif passage à l'acte	Femmes	Hommes	Total
Financier	11	4	15
Autres raisons	1	4	5
Non renseigné	1	2	3
Total	13	10	23

Cet acte a-t-il été contraint			
Contrainte	Femmes	Hommes	Total
Oui	4	0	4
Non	8	10	18
Non renseigné	1	0	1
Total	13	10	23

Pensez-vous qu'un acte sexuel en échange d'argent, de biens ou de services relève de la prostitution				
population mère				
Perception de ces pratiques : est-ce de la prostitution	Oui	Non	peut-être	Total
Femmes	439	46	15	500
Hommes	273	47	23	343
Total	712	93	38	843
%	84,5%	11,0%	4,5%	100%
population cible				
Perception de ces pratiques : est-ce de la prostitution	Oui	Non	peut-être	Total
Femmes	6	6	1	13
Hommes	6	4	0	10
Total	12	10	1	23
%	52,2%	43,5%	4,3%	100%